

MOBILITÉ ET ACCÈS À L'EAU POTABLE DANS LES QUARTIERS PÉRIPHÉRIQUES DE LIBREVILLE (GABON) : DE LA DÉFAILLANCE DU RÉSEAU D'ADDUCTION D'EAU À L'IMPORTANCE DES TRANSPORTS ?

Guy Obain Bigoumou MOUNDOUNGA

Institut de Recherche en Sciences Humaines

Centre National de Recherche en Sciences et Technologies, Libreville- Gabon

moundoungaguy@yahoo.fr

Résumé : La périphérie de Libreville connaît d'énormes problèmes d'accès à l'eau potable provoqués par une défaillance du réseau d'adduction d'eau. Cette étude cherche à mettre en évidence la relation entre l'usage des transports et l'accès à l'eau potable des populations habitant les quartiers périphériques de la capitale où le problème d'eau se pose avec acuité. Elle fait l'hypothèse selon laquelle, les transports constituent le moyen utilisé par les populations périphériques pour accéder à l'eau potable. Les données nécessaires à cette étude ont été collectées grâce à un questionnaire administré auprès de 300 individus. Les résultats révèlent que les transports notamment les clandos sont de plus en plus utilisés par les habitants des quartiers périphériques pour accéder à cette ressource vitale.

Mots clés : Libreville, périphérie, quartiers, eau potable, mobilité

Summary: The outskirts of Libreville are experiencing enormous problems of access to drinking water caused by a failure of the water supply network. This study seeks to highlight the relationship between the use of transport and access to drinking water for populations living in the outskirts of the capital where the water problem is acute. It hypothesizes that transport is the mode used by peripheral populations to access drinking water. The data required for this study were collected through a questionnaire administered to 300 individuals. The results show that transport, particularly clandos, are increasingly used by residents of outlying neighborhoods to access this vital resource.

Keywords: Libreville, periphery, districts, drinking water, mobility

Introduction

Le réseau d'adduction constitue le moyen le plus efficace pour permettre une couverture en eau potable des espaces importants de la taille des villes. La construction de cet équipement nécessite des moyens financiers colossaux qui ne sont pas souvent disponibles dans les Etats du Sud. Les pays d'Afrique subsaharienne demeurent moins bien lotis avec les pourcentages les plus élevés de non accès à l'eau potable de l'ordre de 44 % de la population (J.G. Sackou Kouakou et al, 2010). Les périphéries urbaines se caractérisent généralement par une absence en équipements nécessaires (E. Dorier-Apprill, 2001 : 73). Ce qui entraîne des déficits en fourniture, le cas de l'eau pour la

question qui nous occupe. La périphérie de Libreville, capitale du Gabon, n'échappe pas à ce phénomène. La défaillance du réseau d'adduction d'eau consécutive à une urbanisation non maîtrisée, les obstacles auxquels sont confrontés les périurbains de plus en plus nombreux pour se connecter au réseau parce qu'ils habitent des zones déshéritées, sont autant de facteurs qui limitent l'accès à l'eau potable au plus grand nombre. Pour tenter de résoudre cette difficulté, les populations font usage des transports et particulièrement les clandos¹. Si des recherches se sont intéressées au début des années 2000 à l'accès à l'eau des populations dans les zones périurbaines de Libreville (J.B. Mombo, et E. Makita-Ikouaya, 2007), depuis lors, il n'y a pas eu de travaux qui se sont penchés sur ce problème. C'est pourquoi, la présente étude se propose de faire cette étude dans les quartiers périphériques de Libreville où la demande est très forte en eau potable.

1. Justification du sujet

L'étude sur mobilité et accès à l'eau potable dans les quartiers périphériques de Libreville présente un intérêt socio-économique évident, dans la mesure où elle traite d'une question qui touche à la vie quotidienne des populations, celle d'une ressource vitale : l'eau potable. Malgré son abondance dans une région bien pourvue, l'eau nécessite des équipements et des services adéquats pour permettre son traitement et son accessibilité au plus grand nombre.

En cherchant à démontrer l'accès à l'eau potable dans les quartiers périphériques à travers la mobilité, cette étude revêt aussi un intérêt scientifique, puisque le sujet touche directement les territoires et leur maîtrise par les populations. De ce fait, la quête de l'eau par les périurbains nous situe dans la géographie sociale (G. Di Méo, 1998). Mieux, elle nous plonge au cœur des territoires tranquilles du quotidien de G. Di Méo (1996).

2. Problématique

De tout temps, l'accès à l'eau potable a été une préoccupation des pouvoirs publics. Pendant près de trois décennies, les gouvernants sont intervenus pour garantir cette ressource aux citoyens. Dans les années 1950, les autorités coloniales mettent en place le service en charge de l'eau potable qui couvre les quartiers occupés

¹ Les clandos sont un diminutif de clandestins qui désignent les véhicules de 2^e voir de 3^e main qui sont autorisés uniquement dans la périphérie parce qu'ils ne disposent pas de tous les documents affairant à la circulation et au transport. Toutefois, ces véhicules s'acquittent tout de même d'une taxe d'occupation de l'espace communal.

par les Européens. Après l'indépendance, les autorités postcoloniales poursuivent ces efforts en nationalisant le secteur de l'eau (société d'énergie et d'eau du Gabon) et en investissant dans le renouvellement des équipements. Un ministère en charge de l'eau est alors créé.

Ce volontarisme des autorités centrales s'explique par l'abondance des ressources du pays depuis l'époque coloniale. En effet, dans les premières années de son indépendance, l'essentiel des ressources du Gabon proviennent de l'exploitation du bois. Dans les années qui suivent, le pétrole prend le relais. Le premier choc pétrolier de 1973-1974 fait relancer le prix du baril de Brent et augmente de façon significative les ressources du jeune Etat. Galvanisées par la richesse pétrolière, les autorités centrales veulent faire de la modernisation du pays un symbole. Le régime met l'accent sur les services urbains de base comme celui de l'eau prend une place de choix. De grands travaux voient le jour dans les années 1970 comme par exemple la construction de centrales thermiques à Owendo (sud de la ville) pour la couverture en eau de la capitale.

En plus de la dimension symbolique, l'accès à l'eau va également constituer un instrument de la politique sociale des pouvoirs publics. Cela se traduit, entre autre, par l'idée de promouvoir l'équité, dans un pays historiquement marqué par de profondes disparités d'accès aux services urbains entre populations urbaines et rurales et entre quartiers européens et quartiers africains. A Libreville, la question de l'accès des populations à l'eau va symboliser ce souci d'équité sociale. Lorsque les autorités coloniales inventent le système d'accès à l'eau potable dans la capitale autour des années 1950, ce système n'alimente que les quartiers où résident les Européens. Les quartiers africains, qui connaissent alors les premières poussées démographiques, à cause de l'exode rural, restent coupés du système. Or, dans ces quartiers, l'accès à l'eau potable est extrêmement urgent. L'extension du réseau d'adduction d'eau à l'ensemble des quartiers de la capitale apparaît alors comme une nécessité et une preuve de la « justice spatiale ». Au début des années 1970, des sommes importantes sont investies dans les équipements en eau des quartiers populaires. Les modes traditionnels de collecte d'eau notamment les puits creusés, les eaux de marigots, laissent progressivement place aux bornes-fontaines qui garantissent un approvisionnement en eau à la charge des collectivités locales (G.S. Bignoumba, 2007). Les investissements

ainsi réalisés visent à rattraper le retard accumulé. Mais les efforts capitalisés d'alors, sont freinés par les choix des autorités centrales.

Après trois décennies d'intervention directe, les pouvoirs publics privatisent la société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) dès la fin des années 1980². Dans ce domaine, les travaux ont montré que la privatisation n'est pas une bonne affaire pour les citoyens. Elle a tendance à transférer les coûts vers les populations et à fragiliser davantage la situation des populations pauvres et non solvables (V. Messer, 2003). Les choix des pouvoirs publics vont être à l'origine des inégalités observées en matière d'accès à l'eau potable dans l'agglomération.

Dans les années 1980, l'arrivée de nouveaux gestionnaires entraîne un changement de politique de distribution de l'eau. Le réseau d'adduction n'a plus suivi le processus d'urbanisation de la ville comme par le passé. La fourniture en eau se concentre uniquement sur la clientèle et les quartiers les plus riches. Dans le même temps, s'estompe la gratuité de l'eau avec la fermeture des pompes publiques dans les quartiers populaires. Cette situation entraîne une inégale couverture en eau qui profite aux territoires de la façade maritime au détriment de ceux situés à la périphérie³. Toutefois, les populations qui habitent les quartiers déshérités vont recourir au transport pour accéder à l'eau potable. L'objectif de cette étude est de montrer l'importance de l'usage des transports dans ces quartiers pour s'assurer l'acquisition de l'eau.

3. Méthodologie

L'étude sur mobilité et accès à l'eau potable dans les quartiers périphériques de Libreville a privilégié l'observation et le questionnaire comme outils de collecte de l'information. L'observation a permis de définir comme le veut la méthode de recherche en sciences sociales (AM. Arborio et P. Fournier, 2011), les zones d'enquête (échantillon spatial) et les populations à interroger dans chacun des espaces retenus (échantillon sociodémographique). Pour cela, les quartiers périphériques où l'accès à l'eau est difficile ont été sélectionnés. Ce sont au total dix (10) quartiers que sont : Bisségué, Melen, Montalier, Bikélé, Nzeng-ayong, Angondje, Akournam, Bizango bibéré, SNI Owendo, Mindoubé.

² Le groupe Véolia Water en devient actionnaire majoritaire avec 51% du capital de la société, et 49% détenus par des investisseurs gabonais.

³ La façade maritime héberge davantage les catégories sociales aisées alors que la périphérie accueille majoritairement les populations défavorisées

Le questionnaire s'est appliqué à 300 individus répartis dans ces différents quartiers. Trente (30) questionnaires ont été administrés par quartier. Le questionnaire a été mené à partir d'un ensemble de questions ouvertes et fermées. Le samedi et le dimanche ont été choisis pour la passation du questionnaire parce qu'ils correspondent aux jours où la probabilité de rencontrer plus de personnes en train de s'approvisionner en eau est forte. Deux moments de passation ont retenu notre attention : le matin à 8h et l'après-midi à 15h. (cf. les tableaux n°1 et n°2).

Tableau n°1 : échantillon de l'enquête de terrain

Quartiers	Nombre de personnes interrogées	
		%
Angondje	30	10%
Akournam	30	10%
Bisségué	30	10%
Bikélé	30	10%
Bizango bi béré	30	10%
Montalier	30	10%
Nzeng-ayong	30	10%
Mélen	30	10%
Mindoubé	30	10%
SNI Owendo	30	10%
Total	300	100%

Tableau n°2 : précisions sur l'enquête de terrain

Jour	Heure	Nombre de personnes interrogées	
			%
Samedi	8h	210	70
Dimanche	15h	90	30

4. Présentation des résultats

Les résultats présentés sous forme de tableaux et de figures permettent de vérifier nos hypothèses.

Le tableau n°3 montre que l'accès à l'eau potable dans la périphérie mobilise majoritairement les femmes 56% contre 44% des hommes. Ce qui semblerait être lié à l'affectation de cette tâche à la gente féminine dans le foyer.

Concernant le tableau n°4, on note une représentation importante des employés 34,7%, le groupe constitué par les chômeurs est le deuxième par ordre d'importance 20,3%.

Tableau n°3 : répartition par sexe des enquêtés

Sexe		
	Nb	% cit.
Homme	132	44,0%
Femme	168	56,0%
Total	300	100,0%

Source : données de l'enquête, avril 2020

Tableau n°4 : répartition par catégorie socio-professionnelle des enquêtés

Catégorie Socio-Professionnelle		
	Nb	% cit.
Cadre	38	12,7%
Agent de maîtrise	39	13,0%
Chômeur	61	20,3%
Ouvrier	58	19,3%
Employé	104	34,7%
Total	300	100,0%

Source : données de l'enquête, avril 2020

De même, du tableau n°5, il ressort que très peu de périurbains disposent d'un compteur personnel 19,3%. Ce qui fait que la quête de l'eau à partir du voisinage est très répandue 41,7%. Elle est suivie par le recours à la fontaine publique 26,3% alors que les distributeurs privés ne représentent que 12,77%. Ensuite, le tableau n°6 précise que la marche à pied est très prisée 35,8%, tout comme l'usage du clando 32,1% pour accéder à l'eau potable. La voiture personnelle et le livreur à domicile sont utilisés 17,1% et 15%. Enfin, lorsqu'on s'intéresse aux distances parcourues (tableau n°7), on se rend compte que les populations dans la périphérie sont en majorité en mouvement (43,6% parcourent 500 m, 27,5% font 1 km, 19,9% font 100 m et 9% plus d'1 km).

Tableau n°5 : répartition par moyen d'accès à l'eau

Moyen d'accès		
	Nb	% cit.
Compteur à domicile	58	19,3%
Voisinage	125	41,7%
Distributeurs privés	38	12,7%
Fontaine publique	79	26,3%
Total	300	100,0%

Source : données de l'enquête, avril 2020

Tableau n°6 : répartition par distance parcourue pour l'obtention de l'eau

Distance parcourue		
	Nb	% cit.
100m	42	19,9%
500m	92	43,6%
1Km	58	27,5%
Pus d'1Km	19	9,0%
Total	211	100,0%

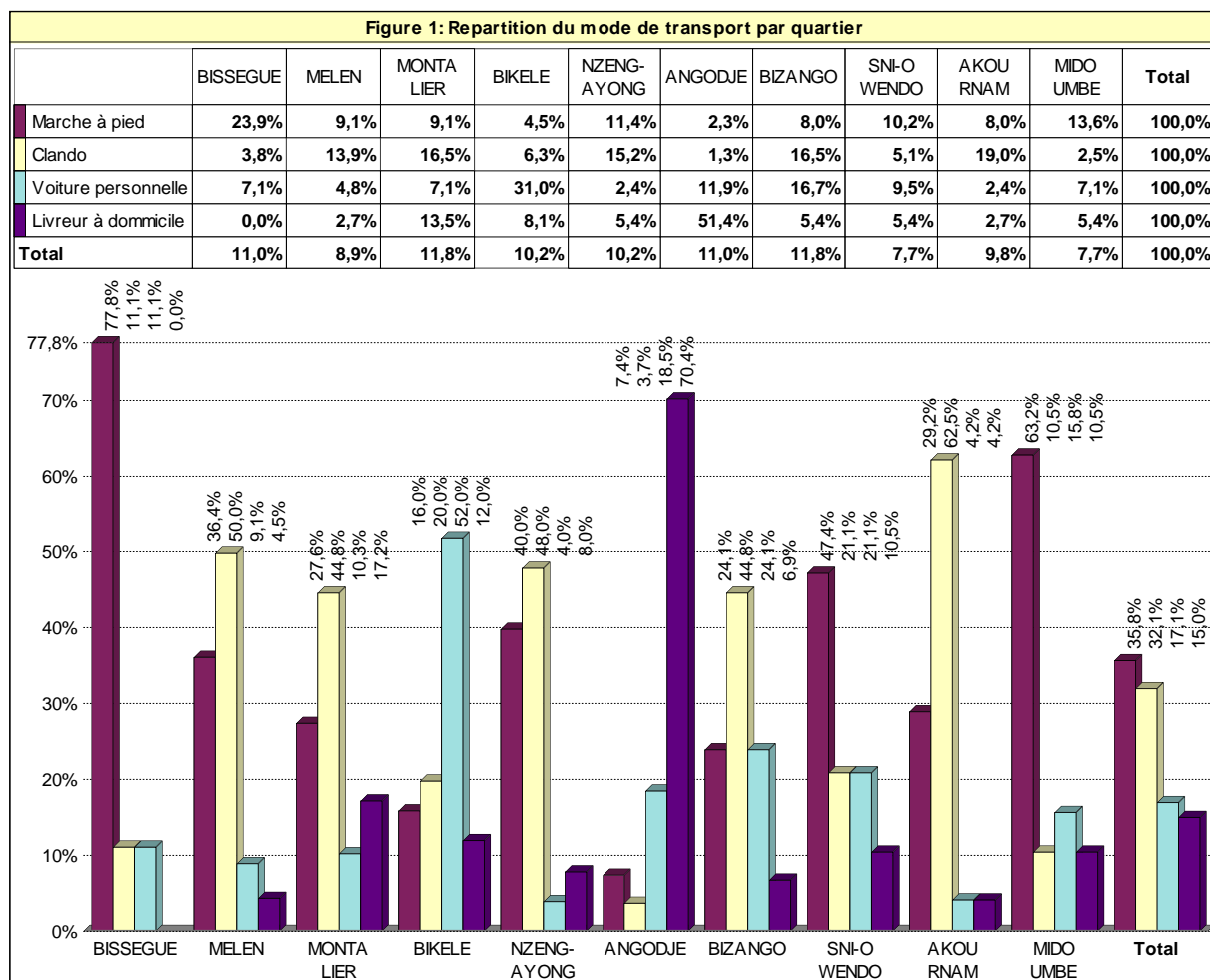
Source : données de l'enquête, avril 2020

Tableau n°7 : répartition par mode de transport de l'eau

Mode de transport		
	Nb	% cit.
Marche à pied	88	35,8%
Clando	79	32,1%
Voiture personnelle	42	17,1%
Livreur à domicile	37	15,0%
Total	246	100,0%

Source : données de l'enquête, avril 2020

Comme autre information attendue dans cette étude, le mode de transport utilisé dans la périphérie pour accéder à l'eau potable. La figure n°1 présente les données y relatives. Deux types d'échelles permettent d'apprécier ce mode.



Source : données de l'enquête, avril 2020

On relève qu'à l'échelle de la périphérie, la marche à pied occupe 35,8%, les clandos 32,1% alors que la voiture personnelle et le livreur à domicile ont respectivement 17,1% et 15,0%. C'est surtout à l'échelle du quartier que cette domination se précise et particulièrement dans les quartiers populaires. Dans ces zones d'habitation, une part importante de la population ne dispose pas de compteur d'eau personnel. Par conséquent, l'éloignement des points d'arrivée d'eau (fontaine publique et abonnement chez un voisin situé en bordure de route) contraint les populations à la marche à pied. Cette marche s'effectue dans des conditions pénibles dans la mesure où dans ces quartiers, l'urbanisation est anarchique avec la pression des habitations sur le sol. Certaines populations sont obligées d'utiliser la brouette, d'autres portent les récipients sur le bras ou sur la tête à travers des pistes sinueuses. (cf. photo 5).

La corvée d'eau dans le quartier périphérique Bisségué (Plein Ciel)

Photo 5



Clichés : Guy Obain Bigoumou Moundounga, Novembre 2020

Résider un quartier urbanisé ne garantit plus un accès à l'eau potable. L'exemple d'Angondje dans la périphérie nord est très illustratif. Ce quartier n'est pas mieux alimenté qu'un autre malgré le fait qu'il bénéficie de deux châteaux d'eau. Les équipements en eau de la société d'énergie et d'eau du Gabon, qui n'ont pas fait l'objet de redimensionnement depuis plusieurs années, font que l'eau arrive tardivement dans les domiciles à cause d'une faible pression due au grand nombre de consommateurs⁴. Pour cela, de nombreux ménages ont choisi la livraison d'eau à domicile. Ce créneau est favorisé par l'avantage des voies aménagées dans ce quartier qui permettent un accès des livreurs jusqu'aux maisons (voir photos 7 et 8).

**Livraison d'eau à domicile à Angondje
(Cité turque près d'Amissa)**

Photo 7



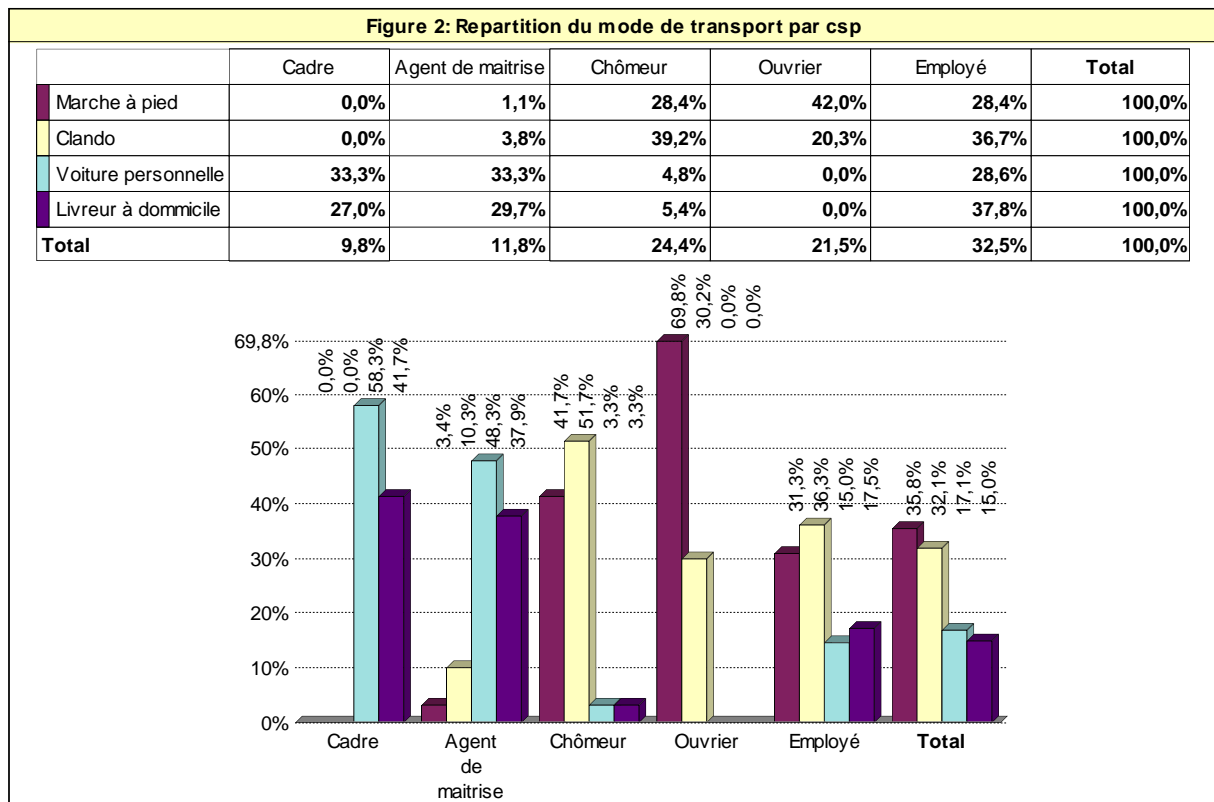
Photo 8



Clichés : Guy Obain Bigoumou Moundounga, Novembre 2020

⁴ Comme nous le signalons, depuis la privatisation de la société en charge de l'eau, ni le renouvellement des fournitures, ni l'extension du réseau n'ont fait l'objet d'une attention

Toutefois, les modes de transport évoqués ici, doivent être mis en lien avec la catégorie socioprofessionnelle.

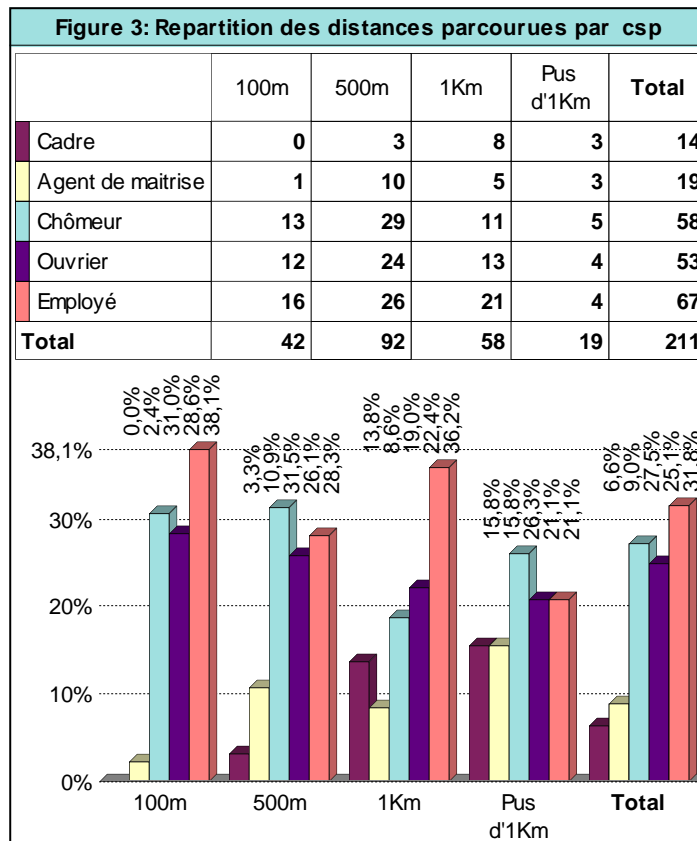


Source : données de l'enquête, avril 2020

La figure n°2 qui présente les données relatives confirme l'usage des transports dans la périphérie puisque la marche à pied et le « clando » détiennent les premières places. Toutefois, on constate que les cadres et les agents de maîtrise utilisent davantage la voiture personnelle et le livreur à domicile que ces catégories résident dans un quartier urbanisé ou dans un quartier populaire.

Dans les quartiers urbanisés où les équipements datent des années 1980, les résidents, quand ils ne sollicitent pas le livreur à domicile, utilisent la voiture particulière pour s'approvisionner en eau dans le centre. Il s'agit généralement de leur lieu de travail : ministère, entreprise, université... Toute chose que les chômeurs ne peuvent se permettre. A l'inverse, les ouvriers et/ou les employés en fonction de leurs ressources se contentent des services de clandos, seul mode accessible à ces catégories pour leur flexibilité et leur capacité d'adaptation aux routes non aménagées des quartiers populaires (voir photos 9 et 10). C'est aussi ici que le travail de personnalisation des territoires dont parle G. Di Méo (1996) s'observe.

Ainsi, les données sur les distances parcourues par csp (figure 3) montrent que les catégories qui se déplacent le plus restent les plus nombreuses. Or, ces populations habitent les quartiers populaires pour la plus grande part. Ne pouvant disposer des moyens des nantis, il leur reste la marche à pied.



Source : données de l'enquête, avril 2020

Les clandos :

un mode de transport dominant dans les quartiers Bisségué et Owendo

Photo 9



Photo 10



Clichés : Guy Obain Bigoumou Moundounga, Novembre 2020

5. Discussion

La particularité de la présente étude réside dans l'enrichissement des connaissances concernant l'accès à l'eau potable dans les zones périphériques à travers un nouveau moyen : les transports. Si ce mode d'approvisionnement en eau paraît original comme le montrent les résultats qu'il a suscités (tableaux et figures), il questionne tout de même le réseau d'adduction d'eau comme moyen d'approvisionnement le plus partagé. Toutefois, les transports dans l'accès à l'eau potable ne saurait constituer à terme une solution pérenne pour une zone en forte mutation et sensée accueillir davantage de population dans les prochaines années (M.R. Nguéma, 2006). A cet effet, les études portant sur ce domaine notamment l'accès à l'eau potable dans les quartiers pauvres de Pikine, une banlieue de Dakar (Touré, 2000, G.S. Bignoumba, 2007) proposent l'installation de bornes-fontaines avec le concours des ONG (Enda) ; des pouvoirs publics : SONES (Société Nationale des Eaux du Sénégal) et SDE (Sénégalaise des Eaux) et de la population. 253 bornes-fontaines sont parvenues à alimenter avec succès 318 000 citoyens.

Conclusion

L'étude sur mobilité et accès à l'eau potable dans les quartiers périphériques de Libreville était structurée autour d'une question principale celle de savoir quelle importance ont aujourd'hui les transports dans l'accès à l'eau potable des populations habitant les quartiers périphériques de Libreville. L'objectif de cette étude visait à mettre en évidence le lien entre l'usage des transports et l'accès à l'eau potable dans les quartiers périphériques. Pour y parvenir nous y avons mené une enquête basée sur un questionnaire administré auprès de 300 consommateurs d'eau. Si les résultats ont confirmé l'importance de l'usage des transports dans l'accès à l'eau potable puisque les transports de manière générale sont de plus en plus utilisés par les populations périphériques pour s'assurer cette ressource et particulièrement les clandestins (32,1%), ces résultats méritent d'être confrontés avec ceux qui ont été expérimentés sur d'autre terrain pour une universalisation de l'eau potable dans les quartiers périphériques.

Références bibliographiques

- ARBORIO Anne-Marie, FOURNIER Pierre, 2011, *L'enquête et ses méthodes*, Paris, Armand Colin.
- BIGNOUMBA Guy Serge, 2007, « L'approvisionnement en eau à Libreville et Dakar », *Villes en parallèle* ; n° 40-41, pp.180-195.
- DORIER-APPRILL Elisabeth., 2001, *Vocabulaire de la ville, Notions et références*, Paris, Editions du Temps, 191 p.
- DI MEO Guy, 1998, *Géographie sociale et territoire*, Paris, Nathan.
- DI MEO Guy, (dir), 1996, *les territoires du quotidien*, Paris, L'Harmattan.
- MESSER Valérie, 2003, *La gestion de l'eau à Dar Es-Salaam (Tanzanie)*, Strasbourg, Université Louis Paster-Strasbourg 1, Thèse de doctorat en géographie, 411 p.
- MOMBO Jean Bernard, MAKITA-IKOUAYA Euloge, 2007, « Risques sanitaires liés à la consommation des eaux dans la zone périurbaine Nord de Libreville (Gabon) », *Revue Gabonaise de Géographie*, n°2, pp. 19 35.
- NGUEMA Rano Michel, 2007, « Rénovation urbaine et dynamique démo-spatiale de la ville de Libreville » *Revue Gabonaise de Géographie*, n°2, pp.78-94.
- SACKOU KOUAKOU Julie Ghislaine, OGA Serge, CLAON Stéphane, BAMA Martial, MBRAHKOUA Dominique, HOUENOU Yves et KOUADIO Luc kouakou, 2012, « Conditions d'accès et de stockage de l'eau : enquête dans les ménages en zone périurbaine à Abidjan en 2010 », *Santé Publique* 2/2012 (Vol 24) pp. 133-142 URL : www.cairn.info/revue-sante-publique-2012-2-page-133.htm (consulté le 18 octobre, 2017)

Touré, 2000, *Adduction d'eau potable dans les quartiers défavorisés de Pikine*, Enda-Eau
Populaire.